

REPUBLIQUE DE GUINEE

Ministère des Mines et de la Géologie

ANNEXE C

à la

CONVENTION

du 03 Novembre 2000

Entre

LA REPUBLIQUE DE GUINEE

Et

ROUSSKI ALUMINI

Pour la Réhabilitation, l'Extension et l'Exploitation des Gisements de
Bauxite de Kindia

Conakry, le 06 Juin 2006

Annexe « C »
à la Convention entre la République de Guinée et « Rousski Alumini » pour la Réhabilitation, l'Extension et l'Exploitation des Gisements de Bauxite de Kindia du 03.11.2000

La République de Guinée, dénommée ci-après « Etat », représentée par Son Excellence Docteur Ousmane SYLLA, Ministre des Mines et de la Géologie, dûment mandaté,

d'une part,

et

« Rousski Alumini », une société anonyme régie par la législation de la Fédération de Russie, dénommée ci-après « Investisseur », représentée par Monsieur Anatoly PANTCHENKO, dûment mandaté à cet effet,

d'autre part

dénommées, toutes les deux, ci-après « Parties »

PREAMBULE

aux fins d'introduire des clauses supplémentaires à la Convention conclue le 03 novembre 2000 entre l'Etat et l'Investisseur pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia, dénommée ci-après « Convention », et en vue de clarifier aussi les stipulations de la Convention existante.

ont convenu de ce qui suit :

Article 1. Définitions

Les termes employés en majuscule dans le texte de la présente, auront les significations qui leur sont attribuées dans l'Article 1 de la Convention, sauf les stipulations contraires et expresses de la présente Annexe.

Dans la présente Annexe, les termes ci-dessous auront la signification suivante :

« **Loyer** » signifie le paiement pour la possession et la jouissance du fonds de commerce de la SBK comprenant les infrastructures mentionnées à l'Article 8 de la Convention et transférées à l'Investisseur conformément à l'Article 13 alinéa 1 de la Convention et les actes de remise-réception N°1 et N°2 du 30 avril 2001 et N°3 du 24 novembre 2001, que l'Investisseur effectue en faveur de l'Etat selon les modalités établies dans la présente Annexe.

"Sous-traitants Directs" signifie les exploitants, soumissionnaires, entrepreneurs, fournisseurs et autres personnes, travaillant pour l'Investisseur ou pour la Société dans le cadre du Projet.

Article 2. Montant du Loyer

Le Loyer, qui est calculé par tonne nette de bauxite exportée, sera payé au Trésor de la République de Guinée aux taux montant graduellement suivant le modèle ci-après :

0,30 USD à partir de l'an 2004 ;

0,35 USD à partir de l'an 2010 ;

0,40 USD à partir de l'an 2014.

Il est convenu expressément qu'aucun paiement à titre de Loyer n'est pas exigible pour la période entre 30 avril 2001 jusqu'au 31 décembre 2003.

Le Loyer sera payé les mêmes jours que le paiement des redevances mentionnées à l'Article 19 de la Convention et suivant les modalités établies pour lesdites redevances à l'Article 19 de la Convention.

Afin d'exclure toute ambiguïté, les Parties stipulent expressément que les redevances mentionnées à l'Article 19 de la Convention ne constituent pas les paiements pour la jouissance du fonds de commerce de la SBK, mais sont payées par l'Investisseur au titre de taxe minière sur les exportations de bauxite prévue par l'Article 139 du Code Minier de la République de Guinée.

L'Etat et l'Investisseur constatent expressément que pour la possession et la jouissance du fonds de commerce de la SBK l'Investisseur n'effectuera que le Loyer.

L'Etat admet que sa part dans les revenus du Projet ne sera constitué que par les montants des paiements indiqués aux Articles 2 et 3 de la présente Annexe et les impôts à payer par l'Investisseur.

Le critère principal de l'appréciation de l'activité de la Société sera le respect des délais et de l'intégralité de paiement des impôts, droits, taxes et autres charges prévus par la législation guinéenne en vigueur, par la Convention et ses annexes.

Article 3. Contribution au développement local

Au respect du principe de participation de l'Investisseur dans le développement local stipulée à l'Article 21 de la Convention, l'Investisseur s'engage à procéder au paiement à l'Etat d'un montant forfaitaire, calculé en raison de 100.000 (cent

mille) USD pour chaque année de la période allant de l'an 2001 à l'an 2005, soit au total 500.000 (cinq cent mille) USD, à titre de sa contribution au développement local. L'Investisseur effectuera ledit paiement à l'administration de la préfecture de Kindia dans le délai d'un mois à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Annexe.

A partir de l'an 2006, l'Investisseur s'engage à payer au titre de la contribution au développement local un montant forfaitaire qui sera calculé à raison de 0,1 USD par tonne nette de bauxite exportée au cours du trimestre payé.

Les paiements, objet du présent Article, seront transférés au compte budgétaire de la préfecture de Kindia n° 41-21-A6-05/BCRG à la Banque Centrale de la République de Guinée.

Le montant forfaitaire mentionné ci-dessus se substitue aux impôts locaux et l'Investisseur ne payera aux budgets locaux aucuns autres taxes, impôts et droits locaux sauf ceux stipulés ci-dessus.

Article 4. Extension

L'Investisseur, tenant compte du caractère social stratégique de l'activité de la Compagnie des Bauxites de Kindia S.A. dans la région de Kindia, se prête à commencer les travaux d'extension et exploitation du Projet dans la zone de Kindia 2, ce qui permettra de prolonger la durée de vie de la société-opératrice du Projet jusqu'à l'expiration de la Convention.

L'Investisseur a le droit de réaliser librement ses activités financières et d'investissements, de définir librement le volume d'investissements pour la réalisation du Projet en conformité avec son programme de production et en accord avec le Comité de Contrôle et de Suivi prévu par la Convention, d'organiser librement les relations de travail et de définir le nombre de personnel de la Société en conformité avec la législation guinéenne en vigueur, la Convention et ses annexes.

Article 5. Relations avec le Port Autonome de Conakry

Aux fins de régler l'état actuel de la situation qui s'est créée autour des redevances à payer pour l'usage des installations portuaires, les deux Parties ont convenu d'amender le texte de la Convention et de formuler, à cet égard, la clause 8.1.1 de la Convention comme ce qui suit :

8.1.1. Installations portuaires.

Les installations du port minier sont :



- le terrain marqué sur la carte faisant objet de l'annexe 3 de la présente Convention ;
- l'équipement de chargement et de déchargement de la bauxite ;
- les installations ferroviaires du port minier ;
- les bâtiments installations, ateliers, équipements énergétiques et autres équipements auxiliaires situés sur le terrain susmentionné ;
- le quai N°8 du port minier ;
- Les réseaux et canalisations situés sous et sur le terrain susmentionné.

Le prélèvement de la redevance de l'Investisseur pour le chargement et le déchargement des cargaisons exportées et importées, pour le terrain sous les aires de stockage et autres installations (les limites du terrain du port minier sont marquées à l'Annexe 3) est régi par la convention entre l'Administration du Port Autonome de Conakry et la Société.

L'Etat, à travers de l'Administration du Port Autonome de Conakry, sera garant de la sécurité sur le territoire du Port Minier, de l'accès réglementé fiable et devra garantir aux travailleurs et aux véhicules de l'Investisseur un accès libre et plein sur le territoire du Port Minier, comprenant la servitude de passage et de transit de cargaisons dont seront grevés les territoires adjacents en faveur de l'Investisseur.

L'Investisseur est responsable de l'entretien et de la maintenance en état du quai N°8 au port minier et l'Etat, à travers de l'Administration du Port Autonome de Conakry, est responsable de la rénovation des installations portuaires.

L'Etat, représenté par l'Administration du Port Autonome de Conakry, s'engage à effectuer au cours de l'année 2006 les travaux de rénovation des installations portuaires dénommées dans le présent article et situées sur le quai N°8 et cela conformément à la Convention entre la Compagnie des Bauxites de Kindia et le Port Autonome de Conakry en date du 20 août 2004. Au cas où tels travaux ne seraient pas achevés avant la fin de l'année 2006, l'Investisseur aura le droit d'effectuer lesdits travaux de ses propres moyens, ou par sous-traitance. Les coûts des travaux de rénovation des installations portuaires dans ce cas seront compensés par le Port Autonome de Conakry à l'Investisseur.

Les bateaux envoyés à l'adresse de l'Investisseur ou d'autres participants au Projet ont la priorité sur les autres bateaux pour l'accostage au quai du port minier (quai N°8). Les conditions d'amarrage au quai en question pour déchargement ou pour attente des bateaux autres que ceux envoyés à l'adresse de l'Investisseur seront réglementées par une convention spéciale entre l'Investisseur et les administrations compétentes.

Les ouvrages et installations qui, en cas de nécessité, pourraient être érigés par l'Investisseur sur le territoire du port minier et destinés à assurer le

fonctionnement normal de la Société y compris les mesures de sécurité de chargement/déchargement de bateaux, seront inconditionnellement la propriété de l'Investisseur.

Des rapports concernant l'utilisation des ouvrages ci-dessus cités feront l'objet de conventions spéciales entre l'Investisseur et les administrations compétentes. En cas de cessation éventuelle du Projet, les ouvrages et installations susvisés pourront être librement sortis par l'Investisseur. Dans le cas où la sortie des ouvrages et installations susvisés ne sera pas possible sans causer un préjudice disproportionné à ceux-ci ou aux installations portuaires, l'Investisseur sera indemnisé du coût des ouvrages et installations susvisés conformément aux modalités générales stipulées par la présente Convention.

Article 6. Protection des voies ferrées

L'Etat s'engage à mettre à la disposition de l'Investisseur, sous son droit d'usage, les terrains dans l'emprise de la voie ferrée limité à 25 (vingt cinq) mètres des deux côtés de la voie ferrée sur toute sa longueur, aux fins de création d'une zone de sécurité pour permettre à l'Investisseur d'assurer l'exploitation du chemin de fer Débélé-Port en toute sécurité.

Les travaux liés à la création de la zone de sécurité seront réalisés par l'Investisseur sous le contrôle du Ministère des Mines et de la Géologie, du Ministère des Transports et du Ministère de l'Habitat. Les coûts desdits travaux doivent être évalués et agréés par les parties pour être remboursés par l'Etat à l'Investisseur. Les modalités de remboursement de coût desdits travaux seront définies au moment de l'exécution desdits travaux.

Article 7. Les délais

Les délais pour tous les paiements de l'Investisseur au titre de la Convention seront calculés à partir du 30 avril 2001, la date effective de la remise de la SBK et ses Infrastructures à l'Investisseur.

Les Parties comprennent le terme « année » comme suit : 365 jours calendriers à partir du Moment de réalisation de la Convention.

Article 8. Dispositions diverses

Se réservant le droit de contrôler et d'obtenir autrement les informations relatives aux activités de la Société autant que prévu par le Code Minier, l'Etat ne fera recours à aucune démarche, quelle que soit la forme ou manière de celle-ci, visant à restreindre ou à léser les droits de l'Investisseur dans le cadre d'exécution de la Convention.

Article 9. Entrée en vigueur. Dispositions finales

Afin de confirmer le statut de la présente Annexe, l'Etat s'engage à assurer dans les meilleurs délais sa ratification par l'Assemblée Nationale, ainsi qu'une émission par la Cour Suprême de la République de Guinée de l'avis juridique sur la présente Annexe et sa promulgation par le Décret du Président de la République.

En cas de contradiction entre la Convention et la présente Annexe les stipulations de la présente Annexe prévaudront. Tout ce qui n'a pas été expressément stipulé par la présente, reste régi par les dispositions de la Convention.

La présente Annexe fait partie intégrante de la Convention et entre en vigueur dès sa ratification par l'Assemblée Nationale et sa promulgation subséquente par le Président de la République.

Fait à Conakry, le 06 Juillet 2006

Pour la République de Guinée



The seal is circular with the text 'Ministère des Mines et de la Géologie' around the top and 'Le Ministre' at the bottom. In the center is the coat of arms of Guinea, with 'R.G.' at the bottom.

Dr. Ousmane SYLLA
Le Ministre des Mines et de la Géologie

Pour la société anonyme
«Rousski Alumini»



The seal is circular with the text 'RUSSKIJ ALUMINI' around the top and 'Représentation en Guinée' at the bottom.

Anatoly PANTCHENKO
(mandataire par procuration)

Vu



The seal is circular with the text 'LE MINISTRE D'ETAT' in the center and 'Ministère de l'Economie et des Finances' around the bottom.

Madikaba CAMARA
Le Ministre de l'Economie et des Finances

Приложение « С »
к Соглашению между Республикой Гвинея и Русским
Алюминием о восстановлении, расширении и разработке
бокситовых месторождений Киндии от 03.11.2000 г.

Республика Гвинея, в дальнейшем именуемая «Государство», представленная Его Превосходительством г-ном Усманом СИЛЛОЙ, Министром горных дел и геологии, надлежащим образом уполномоченным,

с одной стороны,

и

«Русский Алюминий», компания, действующая в соответствии с законодательством Российской Федерации, в дальнейшем именуемая «Инвестор», представленная г-ном Анатолием ПАНЧЕНКО, надлежащим образом уполномоченным в этой связи,

с другой стороны,

совместно именуемые в дальнейшем «Стороны»

Преамбула

в целях введения дополнительных положений к Соглашению, заключенному между Государством и Инвестором 03.11.2000 о восстановлении, расширении и разработке бокситовых месторождений Киндии, именуемому в дальнейшем «Соглашение», а также с целью прояснения существующих положений Соглашения

договорились о нижеследующем:

Статья 1. Определения

Термины, используемые сторонами в настоящем Приложении и употреблённые с заглавной буквы, имеют значение, данное им в статье 1 Соглашения, если иное не определено в настоящем Приложении.

В тексте настоящего Приложения нижеприведенный термин должен пониматься следующим образом:

«Арендная плата»– означает плату за владение и пользование переданным Инвестору в соответствии со статьёй 13 часть 1 Соглашения и актами приёма-передачи №01 от 30.04.2001, №02 от 30.04.2001 и №03 от 24.11.2001 имущественным комплексом СБК, включая инфраструктуры, указанные в

статье 8 Соглашения, перечисляемая Инвестором Государству в порядке, определенном настоящим Приложением.

«Прямые субподрядчики» означает эксплуатантов, субподрядчиков, подрядчиков, поставщиков и иных лиц, работающих для Инвестора или для Компании в рамках проекта. »

Статья 2. Размер арендной платы

Арендная плата, рассчитываемая на тонну нетто экспортированного боксита, будет выплачиваться в казну Гвинейской республики с применением растущего коэффициента по нижеследующей модели:

0,30 доллара США с 2004 года;

0,35 доллара США с 2010 года;

0,40 доллара США с 2014 года.

Стороны особо оговаривают, что в период с 30 апреля 2001 г. по 31 декабря 2003 г. не будут уплачиваться никакие платежи в качестве арендной платы.

Арендная плата будет производиться одновременно с Фиксированными платежами (Redevances), указанными в статье 19 Соглашения, в порядке, определенном для Фиксированных платежей в статье 19 Соглашения.

Во избежание сомнений Стороны особо оговаривают, что Фиксированные платежи, указанные в статье 19 Соглашения, не являются платой за пользование имущественным комплексом СБК, а уплачиваются Инвестором в качестве горнорудного налога на экспорт боксита, установленного статьёй 139 Горного кодекса Республики Гвинея.

Государство и Инвестор особо оговаривают, что за владение и пользование переданным Инвестору имущественным комплексом СБК Инвестор уплачивает только Арендную плату.

Государство соглашается, что его участие в доходах от данного Проекта будет выражаться только платежами и сборами, указанными в ст. ст. 2 и 3 настоящего Приложения, а также налогами уплачиваемыми Инвестором.

Основным критерием оценки деятельности Общества является своевременность и полнота выплаты налогов, сборов и платежей, предусмотренных действующим законодательством Республики Гвинея, Соглашением и Приложениями к нему.

Статья 3. Вклад в местное развитие

Реализуя принцип участия Инвестора в местном развитии, закреплённый в статье 21 Соглашения, Инвестор обязуется в качестве вклада в развитие префектуры Киндия произвести единовременный платеж Государству за период с 2001 по 2005 год из расчёта 100.000 (сто тысяч) USD за каждый год, или всего 500.000 (пятьсот тысяч) USD. Инвестор осуществит вышеуказанный платёж местной администрации префектуры Киндия в течение месяца с момента вступления в силу настоящего Приложения.

Начиная с 1 января 2006 года Инвестор обязуется ежеквартально уплачивать в качестве взноса в местное развитие фиксированный сбор в сумме 0,1 доллар США с нетто-тонны экспортированного в течение оплачиваемого квартала боксита.

Платежи, являющиеся предметом настоящей статьи, будут переводиться на бюджетный счет префектуры Киндия № 41-21-A6-05/BCRG в Центральном банке Гвинейской Республики.

Единовременный платеж, указанный вышеприравниваются к уплате местных налогов. Инвестор не будет уплачивать никаких иных местных налогов и сборов, кроме вышеперечисленных.

Статья 4. Расширение

Инвестор, принимая во внимание стратегический социальный характер деятельности Компании Бокситов Киндии в регионе Киндия, соглашается начать работы по расширению и эксплуатации Проекта в зоне Киндия 2, что позволит продлить срок работы компании-оператора по Проекту до окончания Соглашения, или до 2025 года.

Инвестор имеет право самостоятельно осуществлять свою финансовую и инвестиционную деятельность, самостоятельно определять объем инвестиций для реализации проекта в соответствии со своей производственной программой, по согласованию с Комитетом контроля, предусмотренного Соглашением, самостоятельно организовывать трудовые отношения и определять количество персонала Общества в соответствии с действующим законодательством Республики Гвинея, Соглашением и приложениями к нему.

Статья 5. Отношения с Автономным портом Конакри.

С целью закрепления фактически сложившейся ситуации по пользованию и взиманию оплаты за пользование портовыми сооружениями, Стороны согласились внести изменения в Соглашение, и решили изложить ст. 8.1.1. в следующей редакции:

8.1.1. Портовые сооружения.

Сооружения рудного порта представляют собой:

- земельный участок, обозначенный на карте, являющийся Приложением №3 к настоящему Соглашению;
- оборудование по погрузке-разгрузке боксита;
- железнодорожные сооружения рудного порта;
- Здания, сооружения, цеха, энергетическое и иное вспомогательное оборудование, расположенные на указанном выше земельном участке;
- причал №8 рудного порта;
- коммуникационные сети, находящиеся под и на указанном выше земельном участке.

Взимание пошлин (redevance) за погрузку и выгрузку импортируемых и экспортируемых грузов, за земельный участок под складскими помещениями и прочими объектами (границы участка рудного порта обозначены в Приложении №3) будет регулироваться на основании соглашения между КБК и Администрацией Автономного порта г. Конакри.

Государство, через Администрацию Автономного порта г. Конакри, будет гарантировать безопасность на территории рудного порта, надежный пропускной режим и гарантирует предоставление работникам и транспорту Инвестора свободный и беспрепятственный доступ на территорию рудного порта, включая обременение прилегающих территорий сервитутом – правом транзитного проезда и провоза грузов.

Инвестор несет ответственность за содержание и поддержание в надлежащем состоянии причала горнорудного порта (причал №8), а Государство, через Администрацию Автономного порта г. Конакри, несет обязанность по капитальному ремонту портовых сооружений.

Государство, в лице Администрации Автономного порта г. Конакри, обязуется в течение 2006 года осуществить работы по капитальному ремонту портовых сооружений, указанные в настоящей статье в соответствии с Соглашением между Компанией Бокситов Киндии и Автономным Портом Конакри от 20 августа 2004 г. В случае если такие работы не будут завершены до окончания 2006 года, Инвестор имеет право осуществить работы собственными силами, или с привлечением сторонних подрядчиков. Автономный Порт Конакри в этом случае возместит Инвестору стоимость работ по капитальному ремонту портовых сооружений.

Суда, направляемые в адрес Инвестора или иных участников проекта, имеют приоритет по сравнению с другими судами для прохода к причалу рудного порта (причал №8). Условия швартовки к вышеозначенному причалу для

разгрузки или ожидания судов, иных, нежели направленные в адрес Инвестора, будут урегулированы специальным соглашением между Инвестором и компетентными административными органами.

Сооружения и конструкции, которые в случае необходимости могут быть возведены Инвестором на территории рудного порта и предназначенные для осуществления мер безопасности при проведении работ по погрузке-разгрузке судов, будут безусловно являться собственностью Инвестора.

Взаимоотношения по использованию вышеуказанных сооружений будут регулироваться специальными соглашениями между Инвестором компетентными административными органами. В случае возможного прекращения Проекта указанные сооружения и конструкции могут быть свободно вывезены Инвестором. Если же вывоз указанных сооружений и конструкций не будет возможен без причинения несоразмерного вреда для них либо для портовых сооружений, стоимость упомянутых сооружений и конструкций будет компенсирована Инвестору в общем порядке, устанавливаемом настоящим Соглашением.

Статья 6. Охрана железнодорожного полотна.

Государство обязуется предоставить Инвестору на праве пользования участки земли, расположенные на расстоянии в 25 (двадцать пять) метров с обеих сторон железнодорожного полотна железной дороги для создания безопасной зоны с целью обеспечения Инвестором безопасности железнодорожного движения Дебеле-Порт.

Работы по созданию безопасной зоны будут вестись Инвестором, под контролем Министерства горных дел и геологии (ведомственным министерством) и Министерства транспорта. Расходы на работы должны быть оценены и одобрены Сторонами для их последующего возмещения Государством. Условия возмещения стоимости указанных работ будут определены на момент исполнения этих работ.

Статья 7. Сроки

Сроки, используемые в настоящем Приложении и в Соглашении будут рассчитываться начиная с 30 апреля 2001, даты фактической передачи SBK (СБК) и его инфраструктур Инвестору.

Стороны понимают под терминов «год» следующее: 365 календарных дней начиная с Момент реализации Соглашения.

Статья 8. Прочие условия.

Оставляя за собой право контроля и другого способа получения информации относительно деятельности Компании, как это предусмотрено Горным

кодексом, Государство не будет предпринимать действий по ограничению или ущемлению в правах Инвестора в рамках выполнения Соглашения, каким бы образом и в каких бы формах это не выразалось.

Статья 9. Начало действия. Заключительные положения.

В целях подтверждения статуса настоящего Соглашения Государство в течение одного месяца с момента подписания настоящего Приложения обеспечит его ратификацию в Национальной Ассамблее, а также получение юридического заключения Верховного суда Республики Гвинея по настоящему Приложению и последующую промульгацию декретом Президента Республики Гвинея.

В случае противоречий между Соглашением и настоящим Приложением преимущественной силой обладает настоящее Приложение. Во всем остальном, что не оговорено в настоящем Приложении, Стороны руководствуются положениями Соглашения.

Настоящее Приложение является неотъемлемой частью Соглашения и вступает в силу с момента его ратификации Национальной Ассамблеей Республики Гвинея и последующей промульгации декретом Президента Республики Гвинея.

Совершено в Конакри _____ 2006 г.

За Республику Гвинея

За «Русский Алюминий»

Министр горных дел и
геологии

Др. Усман СИЛЛА

Анатолий ПАНЧЕНКО
(представитель по доверенности)

Согласовано

Министр

Экономики и финансов
Мадикаба КАМАРА